

A propos de la version originale

Ce document est la version française d'un texte publié en Russe. Ce texte prend en compte la situation suivante totalement méconnue par les Français moyens:

- La situation économique et sociale en Russie s'est spectaculairement améliorée depuis environ 2004, alors que ce pays avait traversé une phase de pauvreté et de corruption inimaginables.
- La plupart des soi-disant « connaisseurs » de la Russie qui l'imaginent encore dans la situation des années 90 ne l'ont pas visitée depuis au moins dix ans. Ils s'imaginent aussi que tous les problèmes graves actuels de la Russie ne proviennent pas de cette période et que les libéraux n'y sont pour rien.
- Une partie de la jeunesse russe qui n'a pas connu à un âge suffisamment mûre les années 90 (donc les moins de trente ans) passe son temps à se « remonter » sur les réseaux sociaux et rêve d'imiter nos révolutionnaires des bacs à sables de 1968. Des « artistes underground », nés dans la richesse et l'insouciance, entretiennent le mouvement.
- Dans les esprits russes, le libéralisme idéologique (cf. texte) et le néolibéralisme (économique) sont explicitement liés par leurs admirateurs, alors qu'en France ils ne se rapprochent que couverts par d'autres mots (mais se rapprochent néanmoins).
- Contrairement à ce qu'on pourrait imaginer, un regain considérable de la pratique religieuse est à constater en Russie. Principalement chrétienne orthodoxe, la fédération comporte aussi des provinces traditionnellement musulmanes qui, en dehors de la Tchétchénie et du Daghestan, sont beaucoup plus détachées de la « mission » panislamique et du fondamentalisme agressif, au point qu'ils ne se trouvent aucun point commun avec les nations du Moyen Orient.

C'est dans ce contexte que ces quelques pages ont été écrites à l'attention des Russes encore en situation de doute...

Le libéralisme est-il aussi dangereux pour votre nation que ne le fut le communisme ?

Avant propos

Français et vivant en France avec mon épouse russe, je suis par ailleurs vivement intéressé par l'actualité de la Russie que je suis avec attention depuis plusieurs années. Conscient de ce qui se dit de la Russie, vue de l'intérieur comme de l'extérieur, et ayant eu l'occasion de discuter avec des Russes lors de mes voyages, je ne souhaite bien sûr pas me présenter comme un spécialiste de ce pays, mais comme un européen de l'Ouest vous faisant part de l'évolution récente de la France dans le contexte de l'Union Européenne. Pourquoi? Pour clarifier notre situation actuelle souvent méconnue et embellie par les Russes. En effet, beaucoup confondent notre prospérité passée, qui nous a amenés à un certain confort encore perceptible aujourd'hui, avec nos idéologies politiques et sociales actuelles qui sont en train de nous détruire. En toute bonne foi, mon intention est donc de vous convaincre de ne pas ou plus nous prendre comme modèle. Cela ne vous vaudrait rien de bon, que vous soyez ou non opposant à votre gouvernement actuel et pour quelque raison que ce soit. En effet, trop souvent je constate que dans la presse occidentale on cherche en Russie les problèmes là où ils ne sont pas, en n'hésitant pas à déformer la réalité et à mettre en avant les moindre évènements destinés à présenter ce pays presque comme une dictature impitoyable. Certes, la guerre idéologique de l'information fait partie de ce monde, mais je constate que l'influence du libéralisme idéologique sans limites qui nous domine à présent commence à produire ses effets sur une partie de la population russe, au point de la rendre parfois complètement fanatique et naïvement idéaliste. Voilà donc pourquoi j'ai décidé de publier par tous les moyens possibles ces quelques pages, afin de vous exposer comment je vois et vis les effets du libéralisme idéologique moderne et du néo-libéralisme, notions que nous allons aborder tout de suite. Vous ne saurez pas qui je suis, car ça ne présente pas d'intérêt. Simplement, je suis un Français de classe moyenne, croyant, ayant la chance d'avoir une vie familiale et professionnelle équilibrée, mais qui constate ce qui se passe dans son entourage immédiat et plus lointain. Et il n'est pas exclu que d'ici quelques années je tente de m'installer en Russie, sans pour autant prétendre m'y enrichir comme un « winner » sans scrupules de la mondialisation. Comme vous le constaterez rapidement, ces pages ne traitent pas que de politique mais aussi de religion, chose spectaculairement audacieuse pour un Français qui veut être lu et pris au sérieux par ses compatriotes. Cependant, j'ai estimé que j'avais encore une chance auprès des lecteurs russes! Je vous remercie donc pour votre patience et votre lecture attentive...

Qu'est-ce qu'être libéral?

Être libéral, qu'est-ce exactement? Dans l'histoire récente de l'Europe cette appellation a changé assez différemment de signification à l'Est et à l'Ouest, mais a gardé un sens très politique. Aujourd'hui s'affirmer comme libéral n'aurait toujours, à première vue, rien d'autre qu'un sens politique. Nous verrons cependant que ce n'est pas très exact. En Russie, avant la révolution, «libéral» signifiait s'inspirer du dit «courant des lumières» venu de l'Ouest et avait donc une connotation plus générale que strictement économique. Plus tard, être libéral en URSS signifiait simplement être moins pointilleux avec la doctrine communiste. Mais ce sens n'était que temporaire. En Europe de l'Ouest, à cette même époque, le libéralisme n'avait plus qu'un sens strictement économique depuis longtemps. Pour désigner l'affranchissement revendiqué d'une société envers d'éventuelles doctrines, le mot «progressiste» était plutôt utilisé, mais il caractérisait souvent un rejet de l'économie dite libérale de l'époque – en réalité pas si libérale que ça – jugée comme un produit du conservatisme. Ainsi, il y a trente ans, bien que dans les deux mondes alors séparés le mot «libéral» s'appliquât à deux domaines bien différents, dans chacun d'entre eux il s'opposait, d'une certaine manière, au socialisme: A l'Ouest, strictement dans le sens du modèle économique choisi, et en URSS dans le sens d'une réduction de l'emprise d'une doctrine dure et inébranlable. Mais, même cette conception récente du libéralisme est aujourd'hui complètement périmée. Elle est à présent beaucoup moins claire, au point qu'elle pourrait retrouver en partie son double sens initial. Mais nous verrons bientôt que c'est parce-qu'elle va bien plus loin que la politique.

La définition russe contemporaine du concept

Il est fort compréhensible que ce mot ait actuellement des significations multiples pour les Russes et qu'il inspire autant de méfiance que son supposé contraire, le communisme. Il est vrai que les Russes ont tout de même gardé une grande méfiance envers l'idéal communiste. Au point que même après plus de cinq années de capitalisme anarchique des plus sauvages, l'opinion publique est restée quand même fortement réfractaire au communisme: Les scores électoraux du KPRF d'aujourd'hui ne sont guère supérieurs à celui du parti communiste français des années 70, alors que pourtant les Russes affirment que l'opposition n'est pas assez représentée. Mais une nouvelle tentative pourrait naître, bien que j'espère me tromper: Elle consisterait à penser qu'un nouveau libéralisme moderne, appliqué dans son aspect économique par une « méthode » autre que celle du capitalisme sauvage de la fin des années 90 russes, et insufflé en tant que nouvelle morale d'après les critères éthiques prédominants actuels de l'Ouest, garantirait sur tous les plans une avancée bénéfique de la Nation et de la société, sous prétexte qu'il s'oppose en tous points au communisme. Or, premièrement il ne s'y oppose pas en tous points – nous le verrons plus loin – mais cette opposition existant à présent en deux points principaux – l'économique, et partiellement l'idéologique - n'a jamais garanti que le libéralisme était bon. Quoiqu'il en soit, d'après ce que je lis et entend il me semble de plus en plus qu'en Russie se déclarer libéral est perçu simultanément sous les deux aspects: adepte de l'économie néo-libérale et de la pensée dite « progressiste » qu'on appelle plus pudiquement « l'esprit libéral ».

Le sens retrouvé du mot « libéral » est en train de s'universaliser:

Comme je le sous entendais ci-avant, d'après ce que je lis et entend il me semble de plus en plus qu'en Russie le libéralisme est perçu simultanément en tant que modèle économique et modèle éthique, dit de « tolérance ». En me basant sur l'expérience que nous sommes en train de vivre en France depuis 30 ans, je vais tenter du mieux que je peux de vous dissuader de soutenir le choix de cette voie qui est en train de nous conduire à la perte, et de vous rassurer si vous pensez que vous faites actuellement route dans l'autre sens par rapport à l'Ouest. Continuez! Car quand je fais référence aux problèmes que nous commençons à découvrir chez nous, il ne s'agit pas ici de seuls problèmes économiques - pourtant réels mais mal interprétés - mais d'une grave mise en péril des nations ouest-européennes dans leurs fondements mêmes, et particulièrement de la France, pays où le mot «libéral» pourrait à présent être valide sous ses deux sens. Pourtant, chez nous il ne sera pas encore utilisé comme tel dans la rhétorique des hommes politiques, simplement par convention dans le vocabulaire des partis de gauche français – libéraux ou pas – où «libéral» a trop été associé à la doctrine économique de la droite classique pour les raisons historiques expliquées plus haut. Ceci s'applique même pour les partis de gauche en réalité complètement libéraux et complices du néo-libéralisme, cette variante mondialisée et sans limites du libéralisme économique. On dissimule donc ce vilain terme sous l'ancien mot «progressiste» investi à son tour du double sens, aussi ambivalent, mais donnant moins une impression de rupture avec la tradition du parti socialiste français, au pouvoir depuis ce mois-ci. Pourtant, dans la réalité concrète, ces subtilités de langage ne veulent plus rien dire car l'ultra-libéralisme économique non avoué fait à présent intégralement partie des programmes de gauche français - tant qu'ils ne sont pas trotskistes - et des programmes de droite classiques.

Pour ce qui est de l'état d'esprit plus général, là aussi la différence droite-gauche n'a plus vraiment de sens, hormis pour les vieux électeurs qui gardent leurs souvenirs du monde passé sans oser découvrir les nouvelles idées de leurs partis traditionnels. Ils n'écoutent plus rien à part les quelques discours rituels qui sonnent faux tant ils sont remplis de vide. Il est vrai que nous ne sommes pas en situation de parti unique, mais plus exactement de doctrine unique, même si elle ne nous est pas imposée par la force mais par la dépendance. Nous aborderons plus loin en détails cette uniformité pseudo-éthique universelle qui dépasse largement le cadre de la politique et de l'économie, et qui ne nous apporte plus aucun bien-être, qu'il soit matériel ou plus généralement social.

L'aspect économique, seulement une partie mal analysée du problème:

Pour résumer simplement ce premier aspect économique, l'hypocrisie de la gauche française actuelle réside dans sa capacité à faire croire au peuple que la combinaison « libéralisme économique mondial + aide sociale par l'Etat » est économiquement viable et que la dette de l'Etat peut s'étendre à l'infini sans problèmes. L'hypocrisie de la droite française actuelle réside dans sa capacité à faire croire à ses électeurs traditionnels qu'elle est patriote, protectrice et traditionnelle, alors qu'elle n'est plus que le porte parole des actionnaires et des rapaces mondialistes de tous poils. Dans d'autres écrits publiés ailleurs, j'ai déjà eu l'occasion de discourir à propos de l'entêtement des puissances occidentales à pratiquer le libre-échange commercial sans restrictions, en compétition avec des travailleurs surexploités de l'autre bout du monde, tout en tentant de maintenir en vie un semblant d'économie locale et de subventionner des quantités astronomiques de chômeurs. Ceci perdure au prix d'un endettement national dépassant l'imaginable pour pouvoir continuer d'assurer le fonctionnement normal des services publics et de l'assurance médicale d'Etat, aujourd'hui remis en question. Remarquons au passage que ces endettements sont contractés à des taux d'emprunts bien supérieurs à ceux auxquels la banque centrale européenne prête aux créanciers des Etats!

Pourtant, ici l'aspect économique ne sera pas mon sujet principal mais constituera une introduction dans le but de montrer comment la très ancienne association des deux significations de « libéral », tel que vous l'utilisez, reprend maintenant tout son sens. Le secret de la conquête récente par l'ultra-libéralisme économique, pour parvenir au stade actuel, fut la phase de transition qui a précédé la catastrophe économique imminente. Cette opération de séduction par l'économie néo-libérale, mondialisée et affranchie de tout contrôle national, fut l'intervalle de temps d'une quinzaine d'années pendant lequel les européens de l'Ouest ont bénéficié de leur monnaie forte en tant qu'acheteurs, comme des touristes en voyage avantagés par le change. Ils furent pris d'une euphorie néo-libérale dans ce contexte d'ouverture absolue des frontières dans tous les sens du terme, symbole de totale liberté, à la fois matérielle et imaginaire, sans prévoir que des fermetures massives d'entreprises allaient s'en suivre et que les travailleurs moins aisés en subiraient les premiers les conséquences. Aujourd'hui encore, on parle perpétuellement du faux problème: le pouvoir d'achat – sur lequel nous reviendrons – sans se préoccuper de la possibilité de trouver un emploi et un logement abordable à moins de deux heures de trajet du lieu de travail, en transports onéreux, alors qu'on gagne le salaire minimum légal. L'unique cause de la dégradation du niveau de vie des salariés les plus pauvres – qui n'ont pas la chance d'être protégés comme les fonctionnaires français en grève perpétuelle - est pourtant bien celle-ci, et non ce pseudo « pouvoir d'achat » lié à une croissance infinie et sacrée promise pour plus tard – on ne sait comment – qui nous rendrait capable de surconsommer outrageusement des babioles à jeter, peut-être même sans avoir de travail... un point de détail pour les libéraux...

Comme l'ont remarqué les Russes qui ont déjà voyagé à l'Ouest, l'économie de marché ayant auparavant fonctionné en Europe sous contrôle des états fut grandement utile et contributrice de notre prospérité générale passée. Le néo-libéralisme actuel n'y est pour rien! Même si jamais rien n'a été parfait, même s'il y a eu des « crises », comme on aime les appeler, même si l'Etat français a pris la mauvaise habitude de dépenser au dessus de ses moyens, nous n'avions jamais connu de situation catastrophique comme aujourd'hui, n'en déplaise aux propagandistes du néo-libéralisme. Et si notre croissance économique en était plus modérée, c'était la preuve que nous n'avions pas besoin qu'elle soit plus soutenue.

Le refus du retour en arrière quel qu'il soit: premier dogme libéral au sens plus large

L'aspect économique du problème est un bon moyen de rebondir sur une idée beaucoup plus générale de l'esprit libéral actuel, tel que je l'ai introduit ici. Toujours dans cet exemple, on voit bien aujourd'hui que rien, absolument rien ne peut permettre d'espérer une amélioration économique tant qu'on continuera sur la voie de la perte de souveraineté nationale combinée au néo-libéralisme. Et pourtant la plupart des français ont encore honte d'avouer qu'ils souhaiteraient un retour en arrière. Alors que le retour en arrière est communément pratiqué dans la vie de tous les jours lorsqu'on constate que la voie n'était pas la bonne, en politique il est très mal vu. Le souhait du retour en arrière, c'est réservé au vieux peureux et réactionnaires, voire même aux extrémistes, mais pas aux « hommes de progrès ». Affirmé comme cela, ça semble ridicule et pourtant ça se vérifie tous les jours! Combien de fois ai-je entendu Nicolas Sarkozy, président sortant, clamer haut et fort: « Nous avons fait ce choix, nous ne pouvons pas revenir en arrière! ». Et pourquoi donc? Combien de fois ai-je entendu, dans les vociférations des hommes de gauche, que le moindre vote de loi ayant une lointaine compatibilité avec la morale – et je n'ose même pas parler de morale chrétienne – était inacceptable car il constituait un « retour en arrière » sans même aucune autre argumentation? Pourtant, les résultats du premier tour des toutes récentes élections présidentielles ont bien montré que les français en faveur du retour en arrière représentent entre 20 et 30% de l'électorat, bien qu'ils n'aient même pas osé l'avouer lors des enquêtes de sondages prévisionnels. L'expression « on ne peut pas revenir en arrière » à elle seule commence même à provoquer des nausées chez ces 30% de français dont je fais partie, et probablement chez d'autres qui n'ont pas osé voter pour des partis trop marginaux ou trop peu connus, faute d'autres choix.

Mais ce phénomène de « progressomanie » qu'on observe en politique, et qui remporte tout de même la majorité dans les esprits par recherche du confort à court terme, n'est rien à côté de son équivalent idéologique et pseudo-éthique. Le besoin de « progresser » selon une échelle linéaire unidirectionnelle, à l'image du progrès technologique - qui pourtant n'est pas si unidirectionnel que ça – est un principe communément admis qui n'est même plus remis en cause par la pensée des européens de l'Ouest. Au point de départ de l'échelle universelle du progrès il y a l'homme dans sa condition initiale, admise comme l'enfer. Au point d'arrivée il y a un paradis terrestre construit par l'homme, par son pouvoir et sa raison propre. Entre ces deux points extrêmes il n'y a pas de bifurcations; on avance ou on recule, et on en déduit naturellement qu'il faut avancer, quoi qu'il se passe. Ainsi, les Russes ont redécouvert à une sauce toute nouvelle l'ancienne idéologie progressiste du communisme, mais en version « remasterisée » par l'Ouest sur fond d'économie capitaliste, plus ou moins nuancée selon la façon dont on se réclame libéral. On peut éventuellement se proclamer social-démocrate en s'imaginant que la social-démocratie est compatible avec le néo-libéralisme mondial. C'est pourtant cette utopie totale que les européens de l'Ouest sont en train d'expérimenter, en marche vers un futur paradis terrestre construit par l'homme, mais à l'odeur de l'enfer. On peut aussi être un néo-libéral totalement décomplexé, candidat d'une compétition sans pitié pour la réussite matérielle et sociale; compétition qui n'a d'ailleurs rien à voir avec la véritable rétribution méritante du travail. L'hypocrisie présente dans le premier cas rend l'idée universellement plus acceptable, alors que dans le deuxième cas on justifie simplement que le système prôné n'est pas fondamentalement opposé aux droits de l'homme. Entre droits et possibilités réelles, il reste en effet une marge d'interprétation. Nous allons d'ailleurs revenir très bientôt sur les droits en question.

Une religion sans Dieu ni spiritualité

On retrouve dans les deux sens du libéralisme l'idée fondamentale de l'homme tout puissant et infaillible pour décider de ce qu'est le bien en se référant à une éthique universelle, quasi sacrée, qu'il aura élaborée lui-même assez récemment, mais qu'il imagine comme ayant toujours existé. On se dépêche d'oublier que cette éthique des « lumières » a été élaborée et appliquée par une partie infime de la population planétaire. Mais elle demeure néanmoins absolue et sacrée pour nous. Ou disons plutôt qu'elle doit l'être si nous ne voulons pas passer pour des extrémistes. Serions nous donc en présence d'un nouveau type de marxisme? Pas forcément, même si nous ne devons pas trop vite nous consoler pour autant. En effet, il y a des différences entre les idéologies progressistes soviétiques et néo-libérales, hors économie. Mais il y en a une seule dans la pratique: l'ancienne prenait sauvagement la place de la religion et s'imposait même presque officiellement comme une sorte de religion sans Dieu. La nouvelle supprime en douceur et progressivement toutes les références morales liées directement ou indirectement aux traditions religieuses, pour les remplacer non pas par une doctrine gouvernementale apparaissant trop contraignante, mais par quelque chose de plus subtil. Cette autre chose, c'est une loi universelle venue de plus haut que les états, qui définit les règles à suivre par l'humanité uniquement par les droits. Une idée certes déjà vieille de quelques siècles, mais reprise dernièrement plus que jamais par les libéraux. Mais pourquoi se choquer, diront beaucoup d'entre vous, puisque les devoirs et les droits de chacun envers son prochain sont complémentaires et peuvent donc être implicitement définis les uns par les autres? Et pourtant, si vous vous donnez la peine de pratiquer cet exercice jusqu'au bout, même sans vous soucier du fort symbolisme de cette nouvelle façon de définir le bien, vous pourrez constater que le dit exercice n'est pas simple du tout et mène à de multiples contradictions. Pour n'importe quel gouvernement du monde, il est absolument impossible de respecter sans compromis et au sens strict l'intégralité de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. Les personnes de bon sens ont pris d'ailleurs l'habitude de considérer simplement que les droits de l'homme sont respectés s'il est possible de vivre dans son pays sans être arbitrairement persécuté et maltraité, ou jugé différemment des autres pour des mêmes fautes commises dans la même situation. Il est bien entendu normal de rechercher cela pour la reconnaissance d'un Etat digne de ce nom. Mais déjà, dans ces prescriptions simplifiées

qui sont pour nous tous évidentes, il y a un critère qui dépend de nos références religieuses implicites (celles qui avaient façonné notre société depuis longtemps): à partir de quand peut-on déclarer que quelqu'un est maltraité? Par exemple, après un jugement rendu pour un type de faute précis? Essayez d'imaginer qu'il vous faut convaincre toutes les nations de la nécessité de cette standardisation de la loi, et qu'il vous faut pour cela des arguments indiscutables et universels. Et bien, c'est impossible. Vous serez obligé de partir de postulats qui vous sembleront évidents et sans démonstration nécessaire, alors qu'ils seront considérés arbitraires par d'autres. Vous ne vous en sortirez pas tant que vous poursuivrez cette tentative de dialogue neutre, sauf en trichant de cette façon très courante qui consiste à dire que vous êtes « plus évolué ». En un mot vous capitulez car vous vous référez à l'idéologie du progrès linéaire universel, elle aussi toute arbitraire, comme le sont pour nous la charia wahhabite ou le culte laïque rendu à Kim Jong. On peut en effet comprendre pourquoi tant de personnes se raccrochent à la théorie du progrès quand ils n'ont pas la Foi, puisqu'il ne reste alors rien d'autre. Dans le cas contraire ce serait trop désespérant. Cela peut même paraître révoltant au point que ceux qui se détachent des idées progressistes, sans se rattacher à quelque chose de sûr, peuvent mettre en doute le caractère humain des ethnies soumises aux thèses adverses, et ainsi réagir brutalement et dangereusement en devenant des extrémistes. En outre, le libéralisme lui-même, sans cette théorie, semblerait trop insupportable car trop brutal. L'idéologie du progrès linéaire universel n'a donc pas été inventée pour rien, même si on voit bien qu'elle peut être très dangereuse en cas d'échec, dans le cas où elle a auparavant éliminé toutes les valeurs concurrentes. Lorsqu'elle fonctionne comme prévu, elle permet de mieux gérer ces conflits intérieurs de la pensée en se substituant à l'humanisme chrétien. On portera éventuellement des jugements de valeur personnels sur ceux qui se comportent ailleurs d'une manière qui nous apparaît horrible, mais on se consolera en se disant que notre modèle « neutre » finira un jour par séduire le monde entier, avec le temps, parce-que c'est évident. Ainsi, faire croire en un seul et unique progrès absolu défini et suivi par nous-mêmes, et prétendre donner des droits reconnus universels constitue le germe même du libéralisme au sens large. Il suffit de laisser ensuite les états légiférer sur les choses de la vie de tous les jours, tant qu'ils ne freinent pas le libéralisme, et les hommes gardent le sentiment qu'une éthique universelle existe mais qu'elle ne les oppresse pas. C'est la différence avec le communisme, officiellement autoritaire. Même si le libéralisme foule au pied quelques articles de la déclaration universelle qu'il honore, il l'affiche comme sa ligne de conduite. Cette référence universelle est alors comme une entité bienfaitrice qui remplacerait les anciennes références perdues. Mais les temps récents voient l'apparition d'un nouveau moyen d'éradication de la culture traditionnelle et de la croyance religieuse, cette fois par préoccupation stimulée de l'esprit pour les choses futiles. En effet, alors que presque toute la population ouest-européenne a vécu récemment dans des conditions pouvant lui permettre une vie de famille épanouie et à l'abri du soucis matériel sérieux, il y avait un « risque » de retour équilibré aux valeurs essentielles en parti contraires à l'idéologie du progrès linéaire unidirectionnel. Une société qui s'auto-suffirait ne serait pas intéressante pour les élites néo-libérales qui savent que ça ne fait pas gonfler les dividendes des actionnaires à coups de croissance. Le problème sera cette fois traité par l'entretien d'un sentiment d'insatisfaction permanent et par le recherche perpétuelle de la consommation sous toutes ses formes, comme illustrée en des termes plus crus par les psychanalystes eux-mêmes: consommation d'un maximum de biens, de ressources et de personnes, sans contraintes autres que matérielles, pour ne pas s'ennuyer, tant qu'il s'agit d'user de ses droits, bien entendu. Dans la pratique, les seules limitations législatives et morales s'appliquant seront celles garantissant une stabilité de la masse populaire et la limitation des comportements physiquement dangereux par rapport à un objectif établi. Qu'on se le dise: les vrais acteurs influents du néo-libéralisme se moquent complètement des droits de l'homme. Et s'ils s'y réfèrent devant nous en permanence, c'est simplement pour masquer leur simple intérêt pour leur profit infini, même s'il faut pour cela soutenir des marginaux subversifs qu'ils méprisent eux-mêmes mais qui leur seront utiles.

Ce qui fait la force des néo-libéraux, c'est qu'ils affichent en apparence une tolérance hors du commun même envers ceux qui fustigent publiquement leurs théories, à condition que les agitateurs en question puissent « aider » la société à perdre toutes ses valeurs traditionnelles et accroître en conséquence sa dépendance vis-à-vis du système consumériste. Cependant, les détracteurs du libéralisme qui ne seront pas utiles en ce sens et qui ne sembleront pas trop ridicules seront diabolisés et décrédibilisés rageusement par tous les moyens.

La séduction par le libéralisme de personnes de bonne volonté et désorientées

Pour certains Russes il semble que ce « progressisme libéral » apparaît faussement comme un remède aux problèmes de la Russie qu'ils recensent. Selon eux, le libéralisme améliorerait les conditions de vie du peuple, supprimerait la corruption et rendrait les gens plus pacifiques donc plus heureux. Comble de l'ironie: il favoriserait l'aide sociale et créerait des emplois! Enfin, pour ceux qui avouent le plus leurs intentions profondes, il permettrait de s'échapper de l'emprise des traditions morales et religieuses jugées trop contraignantes et contre le « progrès ». Naturellement, en vérité l'expérience que nous sommes en train de vivre à l'Ouest montre à quel point le libéralisme exacerbé détruit l'emploi, décuple la corruption, accroît la délinquance et l'insécurité à une vitesse galopante, désoriente complètement la jeunesse – nous y reviendrons - et achève de ruiner l'état après que le socialisme doux et naïf ait commencé cette besogne, si bien que même les aides sociales utiles seront à présent menacées. Il mérite d'être remarqué que ce socialisme doux des années 80 a d'abord repris uniquement l'idéologie non économique du libéralisme qu'il est allé puiser aux sources de l'anarchisme français contemporain: l'esprit des revendications estudiantines de mai 1968, propagées par des fils de bourgeois en envie d'émancipation morale, et qui voulaient jouer aux révolutionnaires jeteurs de pierres en tentant de se rallier à des manifestations ouvrières dont les revendications étaient différentes. Puis ce socialisme « doux » des années 80 a cédé la place à la droite centriste qui a conservé les « acquis » et enclenché la marche vers le libéralisme économique de moins en moins restreint, jusqu'au néo-libéralisme. A partir des années 90, le néo-libéralisme total a donc commencé à progresser et fut l'occasion pour certains anciens révolutionnaires libertaires de bac à sable de 1968 de devenir les hédonistes raffinés de la fine fleur néo-libérale, méprisant les ouvriers qui ne comprennent pas la mondialisation économique; ces mêmes ouvriers qu'ils haranguaient 22 ans plus tôt à coup de philosophie marxiste de comptoir.

Les résultats réels à attendre, d'abord dans les faits

Aujourd'hui, alors que le libéralisme sous tous ses aspects a assuré son emprise, voici comment j'ai pu constater « l'évolution » de la France durant les dix dernières années:

- La fermeture massive des entreprises a fait exploser le taux de chômage au point que plus de 25% des jeunes restent sans emploi pendant plusieurs années après leurs études, même après avoir considérablement révisé à la baisse leurs ambitions initiales. A ce stade ils ne profitent pourtant pas d'allocations dont d'autres ont abusé par le passé. Les plus âgés qui ne sont pas dans les tranches d'âges correspondant à des quotas minimum d'embauche tremblent de peur à l'idée que leur employeur ferme l'entreprise. Des quartiers entiers sont peuplés de chômeurs complètement déconnectés de la société.

- L'idée de tolérance universelle libérale prônant l'impunité de nombreux délits, combinée aux récentes réductions d'effectifs dans la police de proximité et au contexte de désœuvrement général engendré par le chômage, laisse ces quartiers en proie à des bandes qui y règnent totalement. Les atteintes physiques aux personnes ont doublé depuis 1980, sans qu'il n'y ait eu d'évènements révolutionnaires ni de guerres civiles reconnues officiellement. Quand les aides sociales massives disparaîtront, on ne sait pas ce que ça donnera. Lorsque quelques responsables audacieux procèdent à des campagnes d'arrestation, les criminels sont rapidement remis en liberté pour que nos quotas de population incarcérée ne dépasse pas les standards fixés par Amnesty International, sinon il y a faute contre les droits de l'homme. Des beaux parleurs nous rappellent qu'il faut traiter le problème à la source plutôt que d'utiliser la répression, mais nous attendons toujours ce traitement à la source que nous réclamons depuis déjà trop longtemps. Et ne pensez pas que ça s'arrange: c'est de pire en pire. La promotion de l'existence par la consommation intensive combinée à l'impossibilité de s'insérer dans la société transforme chaque jour des désœuvrés en véritables bandits sans aucun scrupule. « Le système nous rejette. Détruisons le, et en même temps ceux qui s'y sont intégrés ». Voilà le résumé de leur pensée.
- Les communautés étrangères pratiquant l'Islam wahhabite, sunnite ou chiite détestent les libéraux, ces infidèles que Mahomet a recommandé d'exterminer quand le jour approprié sera venu. Cependant, avec la totale approbation et le total encouragement des libéraux-socialistes puis des néo-libéraux, nombreux sont ceux qui se sont installés en France afin de bénéficier du système économique et social en place, sous prétexte d'entretenir la croissance économique. Comme leur situation réelle ne correspond pas à leurs attentes initiales - comme c'est le cas pour les jeunes français - leur frustration se reporte sur les autochtones et toute excuse est prétexte pour une vengeance par le délit. Les libéraux, qui pensaient les convertir au matérialisme pur et dur par l'appât du consumérisme, ont complètement échoué sur ce point. Et les seuls cas où ils ont réussi partiellement ont donné lieu à la transformation des insatisfaits en bandits. Mais je pense qu'il ne s'en sont pas encore rendu compte. N'oubliez pas que les libéraux de l'Ouest s'affichent islamophiles par conviction. Simplement, ils attendent naïvement que les musulmans abandonnent leurs croyances comme l'ont fait des chrétiens, en réponse à la sollicitude matérielle qu'ils leur témoignent.
- La situation de méfiance mutuelle entre français et étrangers du Sud qui découle de ce contexte entraîne dans le même sillage de la rébellion les autres communautés massivement implantées. Les français sont accusés de mettre en place des « ghettos ». Je souhaiterais que les hommes politiques libéraux rendent des comptes et envisagent d'héberger les révoltés dans leurs quartiers chics, chez eux, pas chez les autres français qui vivent déjà dans la difficulté.
- Face à cette situation, les policiers en sous effectif sont démotivés et, chose rarissime auparavant, des cas de corruptions policières aggravées commencent à faire leur apparition. Lorsque des interventions anti-banditisme sont planifiées dans les quartiers à risques, on y envoie à présent des équipes de police d'autres villes afin d'être sûr qu'elles n'ont pas d'« arrangements » avec les criminels en question. Même à haut niveau, la corruption policière a donné lieu à de récents scandales dans des affaires de proxénétisme, de détournements d'argent, et de silence « récompensé ». Plus généralement, les simples policiers peuvent parfois avoir peur, pour eux et leurs familles, et finir par fermer les yeux. Des villes comme Marseille sont à présent devenues des zones de non-droit où règnent les pires mafias qui rançonnent les entrepreneurs et les commerçants. Nous allons probablement plus doucement mais néanmoins sûrement vers ce que vous avez connu en Russie dans les années 90, qui laisse encore des traces bien visibles aujourd'hui que les Russes déplorent, et que les libéraux prétendent savoir et vouloir combattre. Cependant il me semble que certains jeunes « élèves » libéraux russes d'aujourd'hui ne sont pas assez âgés pour se souvenir des années 90, et s'imaginent comme d'habitude que c'est leur président actuel qui a spécialement inventé et parfaitement contrôlé tout cela. C'est un peu, dans un autre genre, une situation similaire à celle des gens de moins de 70 ans qui prétendent savoir que « l'époque stalinienne n'était pas si mal que ça »...

- La corruption a par ailleurs gangréné le milieu politique, déjà doucement imprégné depuis longtemps, mais à un niveau jamais encore atteint chez nous. Certains calculeront peut-être qu'elle reste en dessous de la corruption russe. Mais c'est la progression statistique qu'il faut remarquer, alors que les cas révélés deviennent petit à petit de plus en plus fréquents. Si avant on se contentait de financements occultes des partis et de perception de pots-de-vins pour l'obtention de marchés publics, à présent on est passé à des affaires beaucoup plus sérieuses de suicides mystérieux, de détournement de biens de l'Etat, de pots-de-vins pour acceptation de mise sur le marché de produits dangereux ou pour acceptation de constructions de bâtiments sur zones à risque, de ventes à prix cassés de biens de l'Etat à des amis, et de pression sur subordonnée pour empêcher des plaintes pour viol. Ce dernier cas n'a pas été anodin puisqu'il a concerné celui qui serait probablement devenu notre chef d'Etat si son dernier exploit était passé aussi inaperçu que les précédents: Voici Dominique Strauss-Kahn, un des maîtres du néo-libéralisme mondial, issu du parti socialiste (libéral) français, se vautrant ouvertement dans le luxe le plus indécent, et glorifiant la mondialisation économique tout en prétendant délivrer les plus pauvres de l'injustice sociale, sous réserve d'un droit de cuissage personnel. Il a appris à ses dépens que quand on n'avait pas de moyen de pression pour faire taire ses victimes, l'étouffement de l'affaire n'était pas aussi simple... Mais pour se défendre moralement, face aux financiers mondialistes chez qui il est allé dernièrement faire une conférence au Royaume Uni, il n'a même plus essayé de nous resservir la théorie du complot. Il a simplement remarqué que si Nicolas Sarkozy n'avait pas tout fait pour ébruiter l'affaire, elle n'aurait pas pris toute cette ampleur! Certes, vous me direz qu'on peut faire de tristes constats similaires dans l'histoire de bien des pays, mais dans le monde des libéraux où on prétend pourtant glorifier les droits de l'homme, on prend ce genre d'affaire publiquement avec le sourire et on en est presque fier!
- Aussi, pour ceux qui pensent que nos « créateurs de richesses », enfants chéris du libéralisme, ont plus de respect pour leur entourage que les oligarques russes méprisant la vie des gens ordinaires, je tiens à raconter quelques anecdotes sur le comportement routier, souvent déploré en Russie. Rassurez vous, nous étions considérés comme sages mais nous « progressons » dans ce domaine... mais pas de le bon sens! Si la presse française vous dit que les accidents sont moins mortels qu'avant, c'est uniquement grâce aux voitures mieux protectrices et aux moyens de secours, heureusement encore financés correctement. Ainsi, malgré tout ce que j'ai décrit à propos de l'insécurité, il me semble que nous avons statistiquement plus de chances d'être tués par un élégant et important personnage que par un bandit « officiel ». Ne croyez plus que les chauffards potentiellement criminels en voitures de luxe ne sont que des oligarques ou des membres influents de partis. Aux alentours de Paris et sur les autoroutes fortement chargées il est à présent possible d'approcher l'accident grave d'assez près plusieurs fois en une heure: conduites en slalom à la limite de la collision comme dans un jeu vidéo, intimidations et menaces par rapprochement extrême, franchissement transversal de l'autoroute depuis la gauche vers les sorties, le plus souvent en voiture de prestige. Et enfin, pour les rejetons qui roulent dans la BMW de leur papa si généreux: vengeances par queue de poisson accompagnée de freinage brutal si on a passé trop de temps à doubler à gauche. Dans leur esprit nous n'aurions pas être sur la route, car c'était déjà trop d'audace de notre part. La mise en place de radars automatiques n'évite pas ces comportements meurtriers car on peut par exemple zigzaguer à 130km/h entre des files roulant à 60km/h sans être inquiété, tant que la limitation légale est à 130km/h. L'importance que les tueurs de la route se donnent à eux-mêmes leur suffit sûrement pour se justifier personnellement leurs actes. Ils s'estiment tellement importants pour le monde que les autres ne devraient finalement pas exister, même si souvent ce sont eux qui profitent des autres. C'est un bel exemple de réussite de « l'assurance de soi », une qualité moderne enseignée aux jeunes loups libéraux « qui en veulent » et qui sont « propres sur eux » une fois exposés en société. Ce phénomène de violence routière est par ailleurs l'occasion de faire une remarque précoce aux russes tentés par le libéralisme dans l'espoir naïf d'enrayer ce phénomène: Quand je vois les publicités diffusées sur les chaînes russes pour les voitures de prestige étrangères, je me

dis que si elles ont été autorisées à la diffusion c'est qu'il y a déjà trop de libéraux bien cachés à la Douma. Montrer un individu fièrement cramponné à son volant pour procéder à un dérapage contrôlé dans un carrefour en pleine ville, le tout embelli par un ralenti techniquement raffiné, relève plutôt de l'apologie du crime que de la publicité décente. N'attendez rien des libéraux, ni des affairistes douteux comme Navalny qui se font passer pour de patriotes, pour y changer quelque chose.

- C'est d'ailleurs l'occasion de rebondir sur le thème de la publicité en général, en remarquant la façon dont celle-ci a évolué. Il y a trente ans, chez nous, la publicité était simplement bête mais innocente, et faisait d'ailleurs l'objet de nombreuses moqueries. Elle n'était donc pas dangereuse et ne remplissait que son rôle prétendu: attirer l'attention des acheteurs potentiels sur un produit qui pouvait leur être utile. Bien sûr, il est normal que la publicité ait toujours tendance à faire croire que le produit est plus utile qu'il ne l'est réellement. C'est son deuxième but. Mais aujourd'hui pour forcer la consommation cette technique n'est plus assez performante. Ainsi, en professionnels pragmatiques, les publicitaires s'adaptent aux « valeurs » - si on peut les appeler ainsi – de cette sorte d'hédonisme moderne, hérité du libéralisme et de son idéologie du besoin d'accroissement permanent. La seule possibilité de pousser les ménages à s'endetter gravement pour posséder des biens matériels d'importance secondaire est de les persuader que la possession de l'objet les fait exister d'une autre manière, les rend eux-mêmes plus respectables. Il faut donner l'idée que le bonheur procuré par cette possession dépasse de loin l'objet lui-même. Cet effet est surtout recherché dans la publicité pour produits de luxe, ou qui prétendent l'être, pour lesquels on n'hésite pas à coupler l'envie de prestige à l'excitation sexuelle. Il y a quelques années, dans les revues féminines on parlait sans complexe du « porno chic » devenu en vogue dans la publicité pour les parfums, les bijoux, ou autres produits similaires. Les mises en scènes suggestives évoquant sadomasochisme et soumission ont fait leur apparition. Mais plus généralement, les femmes dénudées en état d'extase sont devenues indispensables pour exposer parfums et bijoux, et éventuellement d'autres produits qui n'ont aucun rapport avec la cosmétique. La publicité dédiée aux jeunes, quant à elle, laisse un peu moins de place à la stimulation sexuelle intensive car les clips vidéo s'en chargent. Toutefois, elle est essentiellement basée sur la promotion de gadgets et de services qui permettront de faire exploser les dépenses mensuelles des ménages en abonnements divers destinés à de nombreuses choses inutiles, mais présentées comme indispensables pour ne pas passer pour un attardé par rapport aux autres: regarder la télévision sur un téléphone, télécharger des chansons et des sonneries à prix prohibitifs, rester connecté à internet de partout, même aux toilettes, voter pour décider qui sera dans l'émission de télé-réalité du lendemain: celui plein de tatouages ou celle avec les seins siliconés? Je suppose que certains libéraux qui s'ignorent s'imaginent encore que cette façon d'abrutir la jeunesse serait propre aux régimes autoritaires qui voudraient garder les jeunes sous contrôle en les occupant par des futilités. Je les amène donc à conclure que les Européens de l'Ouest vivent sous des régimes totalitaires et non libéraux... Mince, ça ne colle pas! En effet, même ici beaucoup d'intellectuels auto-proclamés cherchent chez nous le problème là où il n'est pas: des tentatives du pouvoir pour nous faire oublier nos problèmes, et autres choses de ce style. Pourtant, la réalité est bien plus simple: une population rendue stupide s'ennuie plus facilement si elle n'achète pas perpétuellement de nouveaux objets inutiles, car elle ne sait plus occuper son esprit par quelque créativité que ce soit. D'autre part, le libéralisme a généralement rendu les parents soumis à leurs enfants. Pour les forcer à dépenser au dessus de leurs moyens, c'est donc sur leurs enfants qu'il faut influencer. Ainsi, c'est par la jeunesse qu'il faut commencer, y compris en ce qui concerne l'habillement: les élites du monde de la mode, ceux qui décident de ce que nous devons aimer pendant l'année en cours, ont même poussé l'astuce jusqu'à faire admettre comme référence de prestige les fringues les plus moches et du plus mauvais goût, vendus à des prix astronomiques, surtout si on compare ces derniers aux prix de fabrication obtenus au moyen de l'esclavage humain délocalisé: pantalons mal formés laissant apparaître les culottes ou les « strings », tuniques taillées comme des sacs à pommes de terre,

survêtement de bandits avec capuche pouvant masquer tout le visage, etc... En un sens, une sorte d'uniformisation a été réussie: les jeunes vont bientôt ressembler physiquement aux rebelles de bandes de quartier, mais le prix payé donnera, à lui seul, l'idée du prestige... Ainsi ne croyez pas que la publicité diffusée en Russie serait d'une autre nature si des libéraux étaient au pouvoir. Elle serait même probablement encore pire, surtout si celle-ci venait un jour à se prétendre artistique et « engagée », et donc échapper à toutes les barrières morales, comme tente de le faire l'art contemporain, aussi bien à l'Ouest qu'en Russie. Tout serait alors prétexte à attirer l'attention, par la diffusion d'horreurs qui feraient même détourner les yeux des libéraux sensibles.

- Que devient la jeunesse dans ce contexte? Que devient son éducation? Voilà un thème qui revient faussement dans les préoccupations des partis politiques en France, alors qu'ils font semblant de s'opposer quant à leurs méthodes. A présent personne ne peut plus cacher que le niveau d'instruction des jeunes s'est profondément dégradé. C'est donc communément admis, mis à part pour quelques irréductibles rêveurs, mais l'interprétation de la cause varie beaucoup selon la tendance politique – libérale dans tous les cas – avec laquelle on veut la faire correspondre. Si on se proclame de gauche, on prétend que c'est parce-que le nombre d'enseignants a diminué à cause de la droite, alors que pourtant le nombre d'élèves par enseignant n'a jamais augmenté, contrairement à ce qui est prétendu. Si on se proclame de droite, on prétend que c'est parce-que des « réformes » – pas clairement définies – avaient besoin d'être faites et ne l'ont pas été à cause de la gauche. On prétend aussi que les solutions au problème sont par exemple la distribution d'ordinateurs et la mise en place de tableaux tactiles interactifs hors de prix dans les classes, alors qu'il n'auront certainement pas plus d'une semaine de durée de vie. Bien entendu, la véritable cause de cette baisse de niveau n'a rien à voir avec tout ça. Ici on va encore buter sur un dogme libéral inébranlable et qui se prétendait avant, en France, uniquement de gauche libérale et qui était fallacieusement exprimé sous le terme « égalité des chances ». Bien sûr, il apparaît normal que tous les élèves aient les mêmes chances de réussite pour un même travail fourni. Mais l'expression est trompeuse. Ici, l'égalité s'applique intégralement, conformément aux droits de l'homme, donc même à ceux qui ne travaillent pas. C'est stupéfiant mais néanmoins réel depuis presque trente ans déjà. Alors qu'il faut reconnaître que le système soviétique avait au moins le mérite de donner une chance aux élèves travailleurs quelle que soit leur origine sociale, le système libéral de chez nous, social-démocrate ou totalement néo-libéral, maintient dans les classes des écoles publiques une quantité incroyable de fainéants, ou simplement de personnes inadaptées pour les études longues, qui n'ont rien à y faire. La délocalisation des emplois ayant décuplé le taux de chômage des moins de 25 ans, la seule solution possible est de garder tout le monde en classe pour minimiser ce taux et dans l'espoir de distribuer plus tard des diplômes en chocolat. Car il ne faut pas demander aux hommes politiques alignés sur la doctrine de réfléchir trop. Pour eux, la logique est simple: puisque les emplois disponibles pour les moins diplômés disparaissent le plus, il suffit de donner un diplôme à ceux qui n'en ont pas. On ne va pas se compliquer la vie pour savoir si le niveau requis est vraiment atteint! Naturellement, vous devinez que l'effet secondaire produit est une sous-évaluation terrible des diplômes de la part des employeurs, même quand ceux-ci sont mérités. On amorce donc un cercle infernal. La jeunesse est en train d'être conditionnée pour s'attendre à obtenir tout sans difficultés et par une simple présence en classe, alors qu'à la sortie de l'école elle n'obtiendra rien, même avec les pires difficultés. Seuls s'en sortiront seront ceux dont les parents ont assez de revenus pour les placer dans des écoles privées, afin qu'ils puissent suivre les cours dans un contexte normal, en parvenant à entendre la voix du professeur non couverte par le bruit du chahut, et à l'abri des agressions et des rixes qui peuvent même éclater pendant la classe dans certaines écoles publiques. C'est là que le paradoxe est total: sous prétexte d'égalité des chances, nos dirigeants politiques libéraux mettent en place le système éducatif le plus injuste et le plus antisocial qui soit, en se rejetant lâchement la faute de gauche à droite et inversement.

- Mais la jeunesse n'est pas la seule cible des libéraux. Depuis 1968, alors qu'ils n'étaient encore que fomenteurs de guerre civile, ces derniers ont tenté à plusieurs reprises de persuader les femmes qu'ils étaient « de leur côté », un peu comme si tous les autres hommes étaient contre elles. Alors que les exemples que j'ai relatés ne montrent guère que les libéraux soient plus respectueux des femmes que d'autres catégories d'hommes, une proportion de femmes a été séduite par le passé par les « progressistes » qui étaient alors, je le rappelle, les libéraux se proclamant de gauche. Après la lutte pour la nudité des seins sur la plage qui fit beaucoup parler dans les années 70 et qui fut présentée comme un symbole d'émancipation, il fallut trouver quelque chose de plus sérieux et de plus crédible. C'est pourquoi on proposa, à la suite d'autres idées féministes plus ou moins abstraites, des « avancées » plus concrètes telles que le versement obligatoire à vie d'une pension aux femmes divorcées par leur ex-mari, même sans enfants et quels que soient les torts reconnus; ou encore les quotas d'embauche de femmes dans les métiers où elles sont habituellement minoritaires.

Ce dernier point est d'ailleurs curieux puisque de nombreuses femmes accueillent positivement cette idée du quota, bien qu'elles avouent toutes ne pas vouloir exercer ces métiers. Il faudra donc qu'un jour on tire au sort quelles femmes seront sacrifiées pour être employées de force à ces postes. Mais ce qui a fait le plus parler en tant que « progrès » social et vient encore en premier à la bouche des admirateurs béats du progrès universel, c'est l'instauration du remboursement par l'assurance médicale d'Etat des avortements, leur encouragement absolu, et, pour les jeunes filles de quinze ans voulant « profiter de la vie » à l'insu de leurs parents, la délivrance de pilules contraceptives gratuites prescrites secrètement. Je pense que vous savez pourquoi aujourd'hui on choisit en priorité de ne plus rembourser certains médicaments utilisés pour le traitement de vraies maladies, afin d'enrayer sans espoir réel le déficit de la caisse publique d'assurance médicale: Il n'aurait pas été considéré comme acceptable de perdre ces « acquis », alors que le remboursement de médicaments n'est pas jugé si prioritaire. Si je mets ce sujet en évidence, c'est qu'il reste chez tous les libéraux hautement symbolique et fait partie d'une idée composite souvent présentée en un seul bloc: « Enfin nous avons évolué: nous sommes pour l'avortement et contre la peine de mort ». C'est encore un des paradoxes ultimes des libéraux, eux qui trouvent pourtant si souvent que la croyance religieuse une chose pas assez rationnelle et trop arbitraire. Mais rappelons nous: seulement ce qui est contraire au progrès linéaire et universel n'est pas rationnel... Aujourd'hui les libéraux de toutes nuances n'ont pas fini de courtiser les femmes. A présent, c'est en leur répétant en permanence qu'elles ont des salaires inférieurs à ceux des hommes pour le même poste. Faudrait-il leur rappeler que ceux sont à présent uniquement eux qui mènent la machine économique et idéologique depuis plus de deux décennies? Ainsi, qu'ont-ils faits? On se demande d'ailleurs ici à qui vont les reproches: aux hommes dirigeants qui exploiteraient les femmes, ou aux femmes qui ne sacrifient pas assez leur vie privée au détriment de leur carrière, comme le font les jeunes loups libéraux qui déménagent chaque année? C'est de moins en moins clair, à entendre même certaines femmes qui reprocheraient cet état de fait à leurs semblables. Ainsi, plutôt que de créer une nouvelle polémique malsaine, nos bienfaiteurs et bienfaitrices si éclairés feraient mieux de s'occuper de la relocalisation de nos emplois, que nous soyons hommes ou femmes. Mais cela n'est vraiment pas une priorité pour eux; il y a tant de choses qui passent avant!
- On vient enfin à un sujet un peu plus récent, qui entre dans le cadre de ce qu'on appelle « la défense des minorités ». Dans le vocabulaire des libéraux, on entend par « minorités » les catégories classifiables ou inclassifiables de personnes ayant un mode de vie et des références différents de ceux de la société traditionnellement en place. Généralement, ces minorités elles-mêmes ne sont pas dangereuses – sauf exception – mais se considèrent comme plus ou moins « exclues », c'est à dire regardées comme marginales. Cela semble logique, puisqu'elles sont minoritaires par définition, et qu'elles se sont écartés d'une façon ou d'une autre des pratiques communes de la société. Bien entendu, je ne prétend pas qu'il soit normal de les persécuter de quelque manière, ni de leur appliquer de traitement spécial. Mais les hommes politiques

libéraux aiment montrer à quel point ils se préoccupent du sort des minorités afin de tenter de prouver qu'ils sont humanistes. Et pour cela ils se creusent la tête. Leur but soit de faire entrer les minorités classifiables dans des statuts officiels, au point d'imposer ces statuts à la société toute entière. La communauté homosexuelle en est l'exemple parfait. Les gens équilibrés conviendront que la vie privée des homosexuels ne regarde qu'eux, et qu'en aucune façon une persécution de ces derniers puisse être justifiée. Même la doctrine actuelle des religions chrétiennes, qui les désapprouvent bien entendu, préconise plutôt d'avoir pitié d'eux, et ne prône aucunement l'agression sous quelque forme que ce soit.

Mais ne croyez pas que les libéraux s'arrêtent ici. Les manifestations de mauvais goût - surtout en France - telles que les « gay prides », ouvertement soutenues dans le monde par les hommes politiques libéraux occidentaux plus que par leurs citoyens, n'ont pas pour but d'obtenir un simple droit à la tranquillité. Elles ont pour but de faire complètement entrer ce statut dans la normalité: mariage, statut familial, promotion du mode de vie auprès des « non initiés ». C'est un des derniers combats contre la représentation de la famille traditionnelle, n'osons même plus dire chrétienne. Mais il est encore en cours. Pour l'instant, peu importe de savoir comment les couples homosexuels obtiendront leurs enfants et quelles seront les répercussions sur le droit de la famille en général, la reconnaissance de parenté de la mère ou du père biologique « donneur », ainsi que l'état d'esprit de la société après plusieurs « générations » homosexuelles issues de telles méthodes de procréation. Le principal, c'est le progrès, sans même se soucier de savoir si être homosexuel peut vraiment donner lieu à une vie heureuse et épanouie. Beaucoup supposent que oui d'après la promotion qu'on leur fait de cet état, mais les personnes qui connaissent personnellement plusieurs homosexuels avouent que non, de toute façon. Mais ne cherchons pas trop loin: il fallait bien une dernière innovation, sinon pas de progrès! Mais les homosexuels ne sont pas la seule minorité. Quelles sont ces autres minorités moins citées mais classifiées? Dans les années 80-90, les libéraux de gauche ont pris le risque de faire entrer les communautés ethniques et religieuses immigrées dans la catégorie des « minorités », toujours dans le même but de faire de la récupération de reconnaissance. Inutile de dire qu'aujourd'hui plus personne ne se risque à cet amalgame, car mélanger dans un discours les musulmans wahhabites ou sunnites et les homosexuels dans un même ensemble relèverait du suicide – au sens propre et figuré du terme - pur et simple. Aussi, dans la continuité des tentatives de flatteries calamiteuses faites aux femmes, certains libéraux de gauche avaient aussi eu le culot de les ranger parmi les minorités... Les femmes seraient-elles devenues si rares et si spéciales de nos jours? Constitueraient-elles une communauté marginale?

- Arrivé à ce stade, pour les libéraux de gauche comme de droite, l'essentiel du débat éthique est verrouillé et indiscutable. Il reste donc, pour les lecteurs que ça intéresse, à évaluer l'éventuelle place et l'éventuel droit d'expression qu'il reste aux instances religieuses: en France, l'Eglise Catholique. Avant de commencer, je tiens tout de suite à préciser que le sujet ne porte pas sur les éventuels conflits historiques ayant opposé les catholiques et les orthodoxes et qui seraient la cause de l'évolution actuelle de l'Occident. On parle ici de choses beaucoup plus récentes, et d'une évolution à très court terme à l'échelle de l'histoire, même si cette dernière est loin de n'avoir connu que des événements joyeux et que certaines de ses phases passées peuvent se répéter. Cet échec avoué du progrès est d'ailleurs admis discrètement, mais le tout est de savoir quelles phases se répèteront, et c'est là que les suppositions divergent fortement. Aussi, pour dissiper tous les doutes possibles, je précise que je suis orthodoxe, ayant auparavant été catholique. Mais venons en au fait: l'église catholique a-t-elle encore un rôle en France? Et plus généralement, les églises chrétiennes ont-elles encore un rôle en Europe de l'Ouest? Le cas de la France est certainement le plus frappant. Avant de décrire la situation pratique et concrète, je vous surprendrai peut-être en vous apprenant que la doctrine sociale de l'église catholique romaine est en principe moins indulgente que celle des église orthodoxes, particulièrement en ce qui concerne la vie de la famille. En découvrant l'orthodoxie, j'ai été agréablement surpris de constater que pourtant on y accordait une place prépondérante aux choses essentielles que les

libéraux de toutes nuances nous ont complètement fait oublier, comme l'humilité, le repentir sincère, et tout simplement la Foi sans ce relativisme permanent qui mène au doute. Car, même si l'église orthodoxe est en un sens plus indulgente dans sa doctrine sociale, elle n'accepte pas de reconnaître que ses principes fondamentaux, issus strictement pour les croyants du message du Christ, puissent être remis en cause. C'est bien entendu la première chose qui indignera les libéraux, scandalisés qu'une autorité religieuse puisse décider de ce qui est bien, alors qu'ils estiment que c'est leur travail. L'église orthodoxe ne persécute pourtant pas les libéraux, même si elle les désapprouve publiquement, et c'est son droit libéral, après tout! Mais les libéraux ont décidé de persécuter à nouveau l'Eglise, comme d'autres l'avaient fait avant eux.

En Russie tout va généralement plus vite qu'à l'Ouest, contrairement aux idées reçues: vous êtes déjà passés par une phase récente de libéralisme sauvage, vaccin violent qui vous a conféré à présent une certaine immunité. Même parmi les opposants politiques au pouvoir en place, le libéralisme n'a souvent pas une bonne popularité. Par ailleurs, même le communiste Evgeniy Ziouganov déclare admettre et approuver aujourd'hui la place de l'Eglise dans la société russe. En conséquence, vos leaders libéraux contemporains les plus combattifs – souvent enfants des spoliateurs maffieux et sans morale des années 90 – cherchent d'autres moyens que l'acceptation passive par la société d'une amoralisation lente pour supprimer l'influence de l'Eglise. La technique de combat est donc beaucoup plus agressive que celle que nous avons connue. Nous aurons l'occasion d'y revenir plus loin. Chez nous, la méthode douce a eu beaucoup plus de temps pour fonctionner: essentiellement les trente dernières années, même si auparavant les plus avertis pouvaient déjà percevoir les premiers signes. Le contexte de départ a aussi été différent, car l'église catholique ne sortait aucunement d'une période de persécution à son égard. Elle avait largement survécu à la révolution française et à la loi de 1905, et s'en était remise depuis longtemps. Il semble donc que sa position confortable ne l'ait pas rendue assez consciente du danger, non physique mais idéologique, qui la menaçait. C'est pourquoi, sans pour autant revenir sur ses erreurs théologiques abusives du 19ème siècle ni sur certaines réformes tardives, arbitraires et contraignantes pour ses fidèles, l'église catholique a paradoxalement cherché à tricher avec l'opinion publique et la définition du politiquement correct, en tentant de tirer profit de ce qui pouvait ressembler de loin à du libéralisme dans sa doctrine sociale. C'était probablement, selon une idée délibérée des ecclésiastiques, une méthode diplomatique permettant de conserver une influence dans une société qui s'écarte de l'Eglise. Mais ce fut un très mauvais calcul, qui finalement m'a fait douter de la Foi réelle des membres de la haute hiérarchie ecclésiastique française. Cette ambivalence qui pousse finalement les fidèles à un relativisme général leur fait perdre petit à petit la Foi, surtout quand on entend parfois parler de tout sauf de Dieu dans les homélies et pendant les cours de catéchisme pour enfants. Même ceux qui désapprouvaient ce changement de cap se sont trouvés finalement déçus par l'Eglise, au point qu'ils en sont venus à douter de leur propre croyance. Je suis d'ailleurs passé par ce stade et peut donc certifier que ce risque est bien réel. Mais les choses ne s'arrêtent pas là. En effet, dans cette ambiance générale qu'on peut maintenant qualifier de totalement libérale, des prêtres et des évêques se sont même accordés des « libertés » d'action et ont béni des unions homosexuelles – alors que leur église condamne les simples divorcés à vivre sans pardon ni communion possible – ou propagé auprès des jeunes cette idée que la pratique chrétienne peut être simplement et uniquement réduite à la « tolérance », mot libéral par excellence que je n'ai pas encore utilisé ici. Dans le sens des libéraux politiquement nuancés à gauche, le mot « tolérance », utilisé massivement dans les années 80, désignait non pas le simple respect normal des gens qui nous entourent et qui pensent différemment, mais l'acceptation que tout un tas d'irrégularités légales ou morales n'ont pas besoin de réprobation. Comme d'habitude, les libéraux doivent progresser et vont donc plus loin en tout. Les libéraux nuancés à gauche accusaient à l'époque les citoyens français d'intolérance envers les minorités. Mais le plus choquant était que ces minorités, tout comme les chômeurs, se retrouvaient par ces discours mises à leur tour dans un même sac que les délinquants, en tant qu'une seule entité appelée « les exclus ». Non seulement c'est insultant pour ces minorités et pour les demandeurs d'emplois, mais cela sème un relativisme total et pervers sur le sens de la tolérance. Ce mot a fini par signifier strictement: tolérance des délits et des iniquités.

Voilà comment on falsifie totalement une notion chrétienne: l'appel au repentir sincère des pécheurs et au pardon de leurs fautes, accompagné du devoir de charité pour les justes. On le transforme en l'acceptation par la société de tous les manquements et iniquités en tant que normalité. C'est encore un des multiples points où le libéralisme inverse totalement les références morales traditionnelles d'origine religieuse, au point que ça fait parfois peur si on lit comment la fin du monde – ou peut-être d'un type de monde – est annoncée. Rappelons nous que lors du règne de la bête, la conscience qu'auront les peuples du bien et du mal sera complètement bouleversée...

Mais pour revenir plus innocemment à l'emploi démagogique du mot tolérance, les libéraux font aujourd'hui un usage plus prudent de celui-ci, alors qu'ils se trouvent confrontés aux communautés musulmanes wahhabites et sunnites, de plus en plus clairement opposés à toute forme de tolérance quelle qu'elle soit. Même la plus traditionnelle. Quant à notre Eglise devenue tolérante, que devient-elle? Alors qu'elle n'est pas initiatrice du processus libéral – bien que certains russes pensent le contraire – l'église catholique de France s'est tout de même sabordée, entraînant avec elle une grande partie de ses fidèles dans le doute, en restreignant la portée de la pratique religieuse à la seule lutte pour la justice sociale amenant la construction par l'homme du paradis sur Terre – théorie aussi toute contraire au Christianisme originel. Ceci est pratiqué sans toutefois définir clairement comment chaque chrétien peut favoriser la justice sociale – étant non contraire au Christianisme d'ailleurs – mais en répétant simplement durant les homélies les pseudo-programmes politiques vagues et sucrés des libéraux nuancés à gauche, voire même quelques « prières » néo-libérales où on demande la fin de la crise de la zone Euro... Le comble du paradoxe est que certains évêques s'expriment politiquement sur quelques faits divers d'importance secondaire et absolument pas religieuse, mais n'osent aucunement remettre en cause la mondialisation néo-libérale et ses conséquences. Dégonflement total sur ce point, où aucune rébellion ni initiative personnelle n'est remarquée chez les ecclésiastiques. Par ailleurs, beaucoup de mots chrétiens ou plus généralement religieux comme charité et matérialisme ont perdu la plupart de leur sens. Les gens se souviennent vaguement qu'il ne faut pas avoir trop d'argent. Ils se souviennent qu'il faut en donner aux pauvres, mais on n'entend parler des pauvres que s'ils sont des immigrés illégaux. Le mot matérialisme a perdu sa signification au point qu'on croit qu'il signifie simplement vouloir trop de confort. C'est la preuve que nous sommes devenus de vrais matérialistes. Il ne vient plus à l'idée de nombreux fidèles que nos actions et préoccupations sur Terre puissent aussi être guidées par autre chose que la recherche du résultat immédiat. C'est à partir de là qu'on se rend compte qu'on ne croit plus. Mais croire, pourquoi faire, diront les libéraux? Dans cette situation, il ne faut pas que ceux-ci comptent sur l'esprit inné de justice collectif et insufflé par les droits de l'homme. Quand l'orgueil individuel qu'ils attisent à l'extrême vient se coupler à la tentation de l'égoïsme non refoulé par quelque conscience, comment voudraient-ils que les gens pensent à se préoccuper des pauvres, ou même de leurs semblables? L'homme serait-il parfait? En effet, l'orgueil personnel est aussi une valeur anti-chrétienne que les libéraux de toutes nuances glorifient: « l'assurance de soi », la capacité à « savoir se vendre », le « développement personnel », la capacité à « sortir du lot », toutes ces formules qui donnent la nausée désignent ce qu'on enseigne aux jeunes qui cherchent désespérément un emploi, lors de stages officiels financés par l'Etat, après que celui-ci ait officiellement emboîté le pas à ces prestataires de « coaching » comme l'institut Carnegie, et plus généralement à l'esprit dominant qui règne chez les libéraux de toutes nuances. Encore et toujours, opposition violente à la morale chrétienne ou commune et paradoxe total sont de mise! Après s'être présentés comme les défenseurs des minorités et d'un égalitarisme primaire poussé à l'extrême, pour conformité au les droits de l'homme, les libéraux nous préconisent à présent une attitude où « sortir du lot » est de rigueur, ce qui signifie littéralement écraser les autres pour réussir socialement en cette période de désastre. Non, je n'exagère pas: Quand on dit qu'il faut « sortir du lot » et « affirmer son assurance » pour trouver un travail, et plus généralement réussir matériellement, ça veut dire qu'on est parfaitement conscient qu'il restera un « lot », ces gens trop ordinaires qu'il faudra jeter, quelle que soit leur volonté et leur capacité à travailler. Si on est nuancé à droite, on dira tant pis pour « le lot ». Si on est nuancé à gauche, on le gavera d'allocations pour le calmer, avec tout le contexte social et économique déjà évoqué qui va autour. Point de salut à espérer pour cette partie de la population qui a paradoxalement été incitée, durant sa jeunesse, à la fois à la paresse sous toutes ses formes et à l'appétit de consommation prestigieuse et intensive. Souhaitons que son rejet compréhensible du système global ne se reporte pas sur les autres citoyens plus chanceux, mais l'amène à prendre conscience de l'essentiel. Toutefois on peut comprendre que ce ne sera pas facile. Décidément on ne peut vraiment pas dire que le libéralisme et l'abandon de la Foi amèneront le paradis sur Terre!

- Mais n'y aurait-il plus d'autorité religieuse ou morale influant sur la vie sociale en France? Sur la vie sociale, pas directement. Mais sur la vie politique, oui. Ne croyez pas qu'il s'agisse d'une église chrétienne, ni même même déiste. On ne peut pas dire non plus qu'il s'agisse d'une société vraiment secrète, puisqu'elle s'exprime au grand jour et donne ses instructions aux gouvernants sur les plateaux de télévision. Et on va même bien plus loin: Elle passe en revue, lors de conférences privées mais néanmoins publiées, la plupart des candidats aux élections présidentielles qui acceptent de s'y soumettre. Rien de secret ici, contrairement à ce qui se passait il y a vingt ans. Il a probablement été constaté que l'opinion publique serait maintenant prête à admettre cela, et que maintenir l'influence dans le secret serait au contraire préjudiciable. Ainsi, le « Grand Orient de France », qui n'est absolument pas une église orientale mais la plus grande loge maçonnique du pays, a remplacé l'Eglise Catholique en tant que référence morale en haut lieu. Bien entendu, elle prend ses références dans la philosophie des lumières, seule possibilité pour être reconnue à la fois par les libéraux et par les communistes français qui – contrairement au KPRF d'aujourd'hui – continuent de se déclarer ouvertement antireligieux. Voici donc pourquoi on lui déroule le tapis rouge, tant sa doctrine est parfaitement conforme aux standards qu'elle avait préalablement contribué à instaurer dans l'ombre. Il ne s'agit pas seulement des standards politiques et sociaux mais aussi de l'état d'esprit général de ses membres, des « initiés » qui « progressent » pour parvenir par eux-mêmes à un « haut de niveau de conscience » pour pouvoir décider de notre destin et du bien. La doctrine de la loge se déclare d'ailleurs « libérale » en utilisant réellement ce mot en Français. Ainsi elle lui redonne vraiment sa signification première à double sens que vous connaissez en Russie et que j'utilise dans mes écrits depuis le début. Ne vous inquiétez donc pas: Le « Grand Maître du Grand Orient », Guy Arcizet, veille sur nous et nos dirigeants, au cas où l'un d'eux serait tenté de faire quelque publicité pour les catholiques ou d'autres chrétiens. Le président sortant Nicolas Sarkozy l'a constaté à ses dépens et a tâté du bâton après avoir assisté publiquement à une célébration religieuse. L'emprise est donc bien plus forte qu'on ne le pense. Il ne s'agit pas simplement de folklore pour nostalgiques de la révolution. Et la franc-maçonnerie, habituellement réputée comme un simple club d'affairistes qui influencent la politique dans leur intérêt personnel à la limite de la corruption, est loin de n'être réduite qu'à cela. Mais l'opinion publique a admis son pouvoir par peur de ce qui se passerait en cas de marche arrière. En effet, on nous fait actuellement comprendre qu'un abandon de la laïcité totale et autoritaire nous donnerait l'obligation de laisser une place conséquente à l'islam sunnite basculant de plus en plus vers le wahhabisme, promoteur de la charia à mots plus ou moins couverts. Est-ce exagéré? On ne peut pas dire, car une majorité de baptisés catholiques non croyants ferait-elle pas le poids face à une minorité de fondamentalistes convaincus, prêts à tout et installés durablement dans le pays? Rappelons nous que si certains musulmans sunnites ou chiites tolèrent l'existence des chrétiens tant qu'ils leur sont soumis, ils ne tolèrent en revanche pas l'existence même des athées. C'est prescrit par le prophète, et l'inaction leur est recommandée uniquement tant qu'ils restent en situation de minorité. Que feront donc bientôt nos libéraux séducteurs des minorités? Ont-ils déjà peur? Je pense que nous le saurons bientôt. Pour l'instant ils essaient encore de distraire tous les types de révoltés potentiels par le « progrès », et une justice sociale rendue improbable par leur mondialisation, ce nouveau dogme qu'ils nous présentent comme un projet humanitaire. Voici la dernière opposition fondamentale: la nouvelle tour de Babel. Je crois que nous avons fait le tour de la question et que nous savons pourquoi les libéraux luttent maintenant en Russie agressivement contre l'Eglise orthodoxe, tant elle s'oppose en tout point à leur doctrine. Les campagnes de calomnie et les actions insultantes envers l'Eglise Orthodoxe organisées par des marginaux déjantés, ou encore les expositions pseudo-artistiques infâmes et iconoclastes, sont approuvées et même parfois relayées et encouragées par les libéraux, prétextant leur refus du pouvoir en place pour n'avoir aucun respect de quoi que ce soit. On peut donc voir que le combat est là sans pitié et sans patience, car il y a résistance.

Pour revenir à la France, l'expérience nous montre bien qu'une nation sans aucune Foi ni référence stable, sans la reconnaissance d'un engagement tranché indispensable et sans confiance envers son Eglise, ne peut parvenir au bonheur, même terrestre. Les « valeurs » du libéralisme, comparables à celles d'un paganisme déguisé, nous mèneront une fois de plus à notre propre destruction. Ce ne sera pas la première fois dans l'histoire. Par ailleurs, ceux qui ont essayé de lutter contre le libéralisme sans la Foi chrétienne ont créé des régimes tyranniques et persécuté leurs peuples. Aujourd'hui, ce sont les nations de l'Est qui peuvent rester gardiennes de la Foi chrétienne. Ne laissez pas passer cette chance. Constatez à quel point les évangiles, pourtant vieux de deux mille ans, contiennent toute la sagesse nécessaire pour guider une nation vers la paix, même et surtout aujourd'hui, et déjà même sur ce monde terrestre pour la vie de la société et le respect de son environnement. Ce miracle est d'ailleurs une bonne raison de croire, sans s'arrêter à telle ou telle affirmation ou action d'un prêtre ou d'un porte parole que vous auriez vu un jour et qui ne vous aurait pas plu. Admettez que ce serait une paresse chèrement payée. Aussi, suite à ce que j'ai entendu de plusieurs Russes en personne, je suis tenté de me permettre d'ajouter ceci: Ne croyez pas que votre nation soit plus débauchée ou plus corrompue que les nôtres, comme excuse à la passivité. Si vous déplorez qu'il y ait des corrompus, des alcooliques, des voleurs, n' imaginez pas que le libéralisme les transforme. Au contraire, il leur enlève tout sentiment de culpabilité en leur donnant des excuses. Pour un pêcheur, mieux vaut avoir une chance d'être un jour être rongé par le repentir, plutôt que de s'en remplir d'orgueil.

La réaction du peuple français au libéralisme

La raison principale qui maintient la plupart des européens de l'Ouest dans le libéralisme, c'est que bon nombre d'entre eux ne savent pas qu'ils sont libéraux ni qu'ils le sont par dépendance. Tout d'abord, comme je l'ai déjà expliqué, dans plusieurs pays comme la France, l'idée globalement libérale a été subtilement divisée en deux dans la sémantique pour faire croire à une différence fondamentale entre la gauche libérale et la droite libérale. Ainsi, pendant un certain temps, quand la mondialisation néo-libérale n'était pas encore amorcée, la gauche n'avait promu que la partie « progressiste » de l'idéologie au sens non économique, un peu comme l'auraient fait des communistes « doux », alors que la droite prétendait plutôt s'écarter de cette idéologie et souhaitait seulement libéraliser l'économie nationale, d'où le sens différent du mot « libéral » tel qu'il est encore souvent compris par les Français. Cette économie de marché souverainiste et raisonnable – même si rien n'est parfait – n'était cependant pas l'économie libérale d'aujourd'hui. Pour les Français, le mot « libéral » ne devrait donc pas être utilisé si vous aviez par hasard l'occasion de discuter avec l'un d'entre eux non familiarisé aux débats politiques russes. Vous ne vous comprendriez pas, ou auriez l'impression de vous comprendre, en supposant faussement que vous êtes d'accord ou pas d'accord, ou encore tout simplement que l'interlocuteur est trop bête et n'a aucune cohérence dans ses propos. Vous comprenez donc maintenant pourquoi ceux qui se prétendent libéraux et ceux qui se prétendent non libéraux s'affrontent dans l'illusion qu'ils sont fondamentalement différents, alors qu'ils contournent les problèmes et insistent sur des brouilles. En vérité les leaders politiques les plus influents sont tous libéraux, même néo-libéraux, anti-souverainistes, et assez souvent anti-religieux et anti-patriotes. Bien sûr, il reste un bon nombre de Français qui doutent et perçoivent qu'il y a un mal plus profond. Mais beaucoup se perdront encore en route avec des futilités: les villes auraient été « mal pensées » et ne faciliteraient pas la communication entre les citadins, les rendant plus mauvais. Les associations locales ne seraient pas assez financées par l'Etat, les immeubles seraient trop haut et trop moches, les libéraux de gauche seraient restés absents du pouvoir depuis trop longtemps, des « réformes » indéfinies seraient à faire, et tout un tas d'autres choses ridicules qui prétendent expliquer la dégradation des relations entre les citoyens, et dont presque personne ici n'ose se moquer. Mais ne désespérez pas, il reste encore une partie de la population qui ne s'est pas perdue en chemin. Il reste encore des gens qui dénoncent un déclin de la société engendré par le consumérisme. Il existe en effet un refus de ce dernier, au delà du simulacre des libéraux de gauche. Mais ça se complique ensuite.

Cette constatation peut mener en effet à la solution anti-libérale athéiste. Vous avez eu l'occasion de l'expérimenter durant 70 ans, incluant 30 ans de terreur absolue, et je n'ai rien à vous apprendre là-dessus. Mais comme les Français ont oublié la terreur depuis plus de 200 ans, on peut expliquer une remontée récente de l'extrême gauche dite « trotskiste » et de la nouvelle alliance du « Front de Gauche » issue principalement de l'ancien parti communiste français, plus dure que le parti du même nom existant en Russie, et dirigée par Jean-Luc Mélançon. Cet homme serait-il un marxiste ou un deuxième Lénine? Ce n'est pas sûr, car assurément l'incohérence de son programme par rapport à son profil nous dévoile clairement qu'il est un menteur. Mais ce n'est pas pour cela qu'il est plus rassurant, car on ne sait pas quand il ment: En tant que franc-maçon proclamé se réclamant du courant des lumières, il est aussi viscéralement anti-religieux, mais aussi promoteur d'un communisme national – toutefois sans protectionnisme économique réel – et de l'invasion du pays par tous les immigrés illégaux sans restriction, devant tous être massivement et perpétuellement régularisés. Mais il s'est aussi illustré en tant que négationiste des purges staliniennes. Ce mélange d'improbable et de terreur laisse deviner le pire, au point que j'en conclus qu'une phase de l'histoire, en effet, risque de se répéter maintenant chez nous, à cause des libéraux qui nous auront conduits dans le mur : le renversement par l'antilibéralisme totalitaire et athéiste. Et dans un certain sens, il ne faut pas oublier que la révolution russe a éclaté dans un contexte social désastreux alors que l'Eglise avait perdu sa substance et s'était transformée en sous administration régie complètement par l'Etat. Déjà bien avant, Catherine II avait contribué à cette déstructuration de l'Eglise, tout en entretenant des correspondances avec les philosophes des lumières français qu'on glorifie tant, et en accordant aux riches propriétaires le droit absolu de traiter leurs paysans comme de véritables animaux. Du néolibéralisme avant l'heure? En Occident, avant l'abolition de l'esclavage, les grandes compagnies avaient le droit de prélever des esclaves dans les colonies comme bon leur semblait, et de les traiter de la même manière. La seule différence avec aujourd'hui, c'est que l'esclavage déporté est un peu plus modéré et approuvé par les états tiers avec qui les multinationales traitent au nom du libre échange. La responsabilité est donc diluée. Pourtant, dans ce dernier cas, tous nos partis déclarés politiquement corrects et libéraux approuvent totalement cette politique, utilisant notre peur de la baisse du pouvoir d'achat qui se produirait si nous devons payer le prix réel et juste des produits manufacturés que nous consommons. Le court terme est de rigueur, comme d'habitude. On voit donc bien que les libéraux, autant que les antilibéraux matérialistes, athéistes et revendicatifs, s'entêtent dans des solutions sans justice et sans espoir. Les leaders sont des hypocrites et les électeurs sont des autruches.

Mais il est aussi possible de réagir strictement sur le plan politique sans être explicitement obsédé par le combat contre la religion même si on ne la met pas au premier plan, tout en se contentant d'admettre la nécessité du tant décrié « retour en arrière ». C'est en toute logique une solution déjà plus sage que les précédentes. Elle a plus où moins de chances d'être mise en pratique et d'aboutir, selon la façon dont elle est envisagée. Il y a le courant souverainiste pour un contrôle raisonnable de l'économie par l'Etat, et, en Europe de l'Ouest, le courant « décroissant » qui lui-même se décompose en variantes. La décroissance économique n'est pas forcément un but en soi et n'est pas la priorité de la Russie aujourd'hui. Je dirais même qu'elle serait mal venue actuellement. Cependant, la capacité d'un Etat à minimiser l'influence de la croissance ou de la décroissance sur le niveau de vie de la population est universellement la seule et vraie méthode pour parvenir à la justice sociale. Seulement, cette pratique ne permet pas de tricher comme le néo-libéralisme. Alors que ce dernier donne une impression temporaire de bond en avant du pouvoir d'achat, grâce à l'exploitation d'une partie de la population planétaire et grâce aux gains financiers sans travail concret, une économie nationale sous contrôle et honnête devrait recourir à plusieurs limitations imposées: protectionnisme économique adapté à un développement équilibré des industries du pays, interdiction de prises de contrôle des entreprises nationales par les multinationales étrangères ou les états tiers, limitation des taux d'emprunts légaux en dessous du taux d'usure, conservation d'au moins une banque d'Etat pour réguler naturellement le marché bancaire, et enfin, seule bonne idée du marxisme: taxation des revenus du capital bien supérieure à celle des revenus du travail.

Cela se paye, car la prospérité obtenue sera plus solide mais plus longue à venir. Ceci va complètement à l'encontre du libéralisme et ne séduit pas les électeurs en quête de résultats immédiats. Or, l'impatience a souvent mené à la perte. Nous le constatons. Quant aux adeptes de la décroissance, ils s'affirment - plus que les souverainistes - prêts pour un sacrifice bien plus grand que la seule patience. Mais nombreux sont ceux parmi eux à se bercer de trop d'idéalisme et à imaginer, comme l'ont fait les autres idéologues, que l'humanité est naturellement parfaite. La dérive altermondialiste en est le produit. Bien entendu, tant que l'idée d'une doctrine planétaire universelle sans nations et apportant le paradis sur Terre demeure, le pire est à craindre. Dans la plupart des cas, on revient dans le giron de l'extrême gauche où rien de bon n'est à attendre. Ainsi, en ce sens, les souverainistes seuls présentent une alternative raisonnable, même si un régime souverainiste sans morale peut demeurer corrompu et injuste, ou simplement appliquer ses principes de manière incomplète. C'est pour cela qu'il faut bien considérer le vrai problème: l'absence de morale et la corruption, et non la remise en cause du souverainisme. En ce sens, la Russie a plus d'avenir que l'Europe de l'Ouest mais certains Russes ne s'en rendent pas suffisamment compte. Si une voiture tombe en panne sur la route, on ne la remplace pas par un bateau mais on la répare! C'est la seule solution, même si elle n'est pas facile. Il par est ailleurs normal de protester quand les règles du suffrage universel proposées au peuple ne sont pas correctement respectées, mais il est en revanche anormal d'essayer par la suite perpétuellement de faire tomber un régime qui remporte réellement – en dépit d'un taux de fraudes reconnu – l'adhésion de la majorité, sous prétexte qu'il n'est pas assez libéral. Cela frise la malhonnêteté intellectuelle. Aussi j'aimerais ajouter, encore et toujours, qu'il est trop facile de s'imaginer qu'un homme au pouvoir décide par sa seule volonté du taux de corruption dans le pays, même s'il le voulait. Les hommes politiques corrompus seraient d'ailleurs libéraux si le principal parti russe était libéral. On peut très bien changer de parti comme un salarié change d'employeur. Croyez-en l'expérience française! Et si de nombreuses affaires éclatent au grand jour à présent, c'est parce-que la presse en parle à présent sans censure, alors que durant les années 90 on préférerait parler d'autres choses pour vous faire rêver, alors que vous n'aviez pas Internet.

Ainsi, la politique n'est en effet pas le seul domaine où il faut analyser des problèmes. Le nationalisme païen peut d'ailleurs mener aussi aux pires horreurs, comme l'histoire la déjà montré avec le nazisme dont on peut remarquer au passage que les élites s'appuyaient en partie sur des théories ésotériques démoniaques. On ne peut donc pas changer la société uniquement au moyen d'un changement radical de régime, sinon il y a grand danger. Si les gens ne se changent pas eux-mêmes, dans le meilleur des cas il manquera toujours quelque chose. Il reste encore des gens chez nous qui l'ont perçu. Sans dire qu'ils ressentent forcément le besoin de la croyance chrétienne, ils sont en quête d'une « spiritualité » qui les aidera à s'écarter du matérialisme totalitaire. C'est là que beaucoup d'entre eux vont encore errer. Il faut garder à l'esprit que la culture du résultat immédiat et du prêt à consommer a laissé inconsciemment dans les esprits cette façon de considérer toute chose comme un produit ou une offre de service. La « spiritualité » doit donc apporter, comme une cure relaxante, le bien être immédiat et sensoriel. De plus, l'orgueil inculqué depuis l'enfance comme qualité essentielle à une vie épanouie entraîne le refus de se soumettre à Dieu avec humilité. On ne s'étonnera donc pas de l'attrait qu'éprouvent à présent les occidentaux pour les pratiques dérivées du bouddhisme, mais avec seule conservation de ce qui n'est pas trop contraignant. Dans une même logique, tout ce qui se réclame du « développement personnel » et fait progresser les adeptes vers un « niveau » nécessaire, comme la scientologie ou les doctrines d'autres sectes, connaît un relatif succès, contrairement aux échecs rencontrés par ces disciplines en Russie. J'ai eu d'ailleurs l'occasion de lire dans un rapport du département d'Etat américain que cet échec était un « problème ». C'est donc la preuve que vous êtes sur la bonne voie. Mais à part cela, qui reste donc en France à se rapprocher de la Foi chrétienne? Il reste des gens dans cette situation, rassurez vous. Mais ne vous imaginez pas qu'ils aient une quelconque influence sur leur entourage, car leur église n'a plus le rôle ni l'image associée qu'elle devrait avoir. Ainsi, leurs paroles mais aussi leurs choix

politiques sont désespérés. Il existe un parti politique français assez puissant, celui de Marine Le Pen, souverainiste, anti-mondialiste et relativement neutre envers la religion chrétienne. Mais son histoire n'est pas exempte de dérapages verbaux de son ancien leader, laissant planer l'extrémisme. Un autre parti souverainiste plus raisonnable a fait son apparition bien trop tard, et ne parvient donc pas à reprendre le relais auprès des électeurs, tant son accès aux médias est faible. Ne croyez donc pas que les Français aient un choix électoral de plus grande qualité que celui qu'ont les Russes. N'écoutez donc pas les sirènes qui vous chantent les jours meilleurs à la mode de l'Ouest. Alors que notre prospérité spirituelle semble définitivement perdue, notre prospérité matérielle actuelle n'est que maintenue, pour peu de temps encore, par l'endettement. Elle n'est qu'apparente, car nous dilapidons l'héritage à laisser à nos enfants tout en dévorant ce qu'il reste du travail de nos parents. Et ceci s'applique absolument à tout, bien au delà du seul aspect financier. En un mot, nous sommes des néo-libéraux. Vous avez au moins l'espoir que la Russie ne soit pas encore tout à fait libérale et que l'Eglise y ait encore sa place.